

Solidarité avec les populations du Sahel en Bretagne : tenir le cap dans la tourmente

Analyse et plaidoyer du Groupe Sahel du Réseau Bretagne Solidaire

La dégradation des relations entre la France et le Burkina Faso, le Mali et le Niger

L'État français a décidé d'interrompre toute aide publique au développement au niveau national avec le Burkina Faso, le Mali et le Niger. La situation est désormais bloquée : la France critique des régimes non élus qui ne sont pas légitimes à ses yeux et les régimes militaires en place rejettent les relations qui liaient leur pays à la France.

Un défi et une opportunité pour la coopération avec le Sahel en Bretagne

Les acteurs bretons de la solidarité internationale vivent cette situation comme un défi pour assurer la pérennité de leurs actions dans un contexte contraint, et une opportunité pour avancer dans la construction d'une coopération internationale dans un esprit d'amitié et de solidarité entre les peuples.

L'enquête RBS - mars 2025 : choc budgétaire et interruption des visites

Réseau Bretagne Solidaire (RBS) a réalisé, en mars 2025, une enquête qui a recueilli les réponses de 28 organisations (surtout des associations, mais aussi des collectivités et un établissement scolaire). Engagées au Sahel, elles travaillent pour près de 80 % d'entre elles en lien avec des associations partenaires locales.

La fragilisation des coopérations se traduit par une contraction budgétaire très marquée entre 2022 et 2024. Les budgets agrégés, de plus d'un million d'euros en 2022, ont baissé de 68 % en deux ans. Cette perte de ressources se traduit concrètement par une réduction des actions de terrain. Les partenaires locaux voient leurs moyens diminués, ce qui les amène à procéder à des licenciements.

En plus de ces difficultés financières, trois quarts des organisations ne peuvent plus se rendre sur place. Et leurs partenaires locaux n'ont plus la possibilité de venir en France, du fait de la suspension des visas.

Pourquoi continuer ?

Les acteurs et actrices de terrain sur place restent motivés pour améliorer l'accès à l'eau potable, à l'énergie, à l'éducation et contribuer à l'autosuffisance alimentaire et à l'autonomisation des femmes, luttant ainsi contre la précarité des populations et les fausses solutions proposées par les deux fléaux que sont le banditisme et le jihadisme. Le soutien des organisations de solidarité bretonnes leur est indispensable.

Comment réagir ?

Face à l'adversité, les organisations développent des stratégies d'adaptation.

- **Tirer les leçons du passé.** Les contestations postcoloniales en cours poussent à revoir les modes d'actions. L'accompagnement des initiatives locales naissant sur le territoire partenaire doit être la boussole des porteurs de projets français. Les échanges de pratiques entre partenaires français et sahéliens ou entre partenaires sahéliens et territoires ayant des contextes similaires sont une source d'enrichissement de part et d'autre.

- **Améliorer les méthodes de travail**, en consolidant les partenariats au Sahel malgré la baisse des activités. Maintenir le lien à distance est désormais possible grâce à la diffusion des nouvelles technologies, ainsi que documenter systématiquement les réalisations grâce à des photos. La sécurité des personnes chargées localement de mettre en œuvre les actions est primordiale et doit faire l'objet d'une veille permanente.

- **S'appuyer sur la diaspora**. La diaspora est un levier majeur du développement en Afrique. Les personnes de la diaspora facilitent la compréhension mutuelle et les échanges culturels, contribuant de manière essentielle à l'analyse des contextes. Elles sont de véritables tiers de confiance pour garantir le suivi des projets de solidarité internationale, ayant rarement des problèmes d'obtention de visa et étant moins en danger que les personnes "visiblement étrangères".

- **Trouver de nouvelles ressources** : recours au financement participatif, organisation de collectes et événements, mobilisation des fonds propres, réponses aux appels à projets d'ONG et de fondations, y compris internationales. Renforcer l'autonomie des partenaires locaux, notamment dans le montage et le suivi-évaluation des projets, est essentiel pour qu'ils puissent obtenir des financements dans leurs pays.

Quelques signes d'ouverture

Concernant les financements, des appuis récents demeurent via certaines collectivités (communes, départements, intercommunalités) ou encore des syndicats des eaux et d'énergie. La ville de St Brieuc a notamment continué à financer des associations de la société civile au Niger.

Plusieurs bailleurs de fonds publics ont par ailleurs repris les financements vers le Burkina Faso et le Niger. C'est le cas en 2025 de la Guilde des Micro-projets et du PRA-OSIM, sur financement de l'Agence Française de Développement pour des projets portant sur des services essentiels. En Bretagne, la Collectivité Eau du Bassin Rennais dès 2025, la ville de Rennes, Rennes Métropole et le Syndicat d'Énergie d'Ille-et-Vilaine en 2026 ont par exemple décidé de reprendre leurs financements vers ces deux pays.

Une démarche est en cours en direction de la Région Bretagne.

Le cas de financements publics pour le Mali reste très compliqué, les autorités maliennes ayant déclaré refuser tout financement venu de France.

L'obtention de ces soutiens financiers est sous condition de partenariat local solide et de procédures garantissant la sécurité des personnes. Tout voyage de Français sur place est exclu et les transferts financiers doivent être sécurisés.

Le Groupe Sahel du Réseau Bretagne Solidaire.

Le Groupe Sahel regroupe les organisations de solidarité internationale bretonnes travaillant au Sahel et a pour rôle de :

- Structurer leurs démarches communes : animation d'une veille sur les financements, partage de bonnes pratiques, projet de consortium pour des projets coordonnés.
- Renforcer le plaidoyer auprès des bailleurs de fonds et travailler à faire évoluer les positions de l'État et autres financeurs publics.
- Approfondir leurs connaissances et renouveler leurs analyses géopolitiques grâce à des rencontres ou colloques.